L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres No 73 — NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 12 FEVRIER 1878. — 51me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE ORLEANS.
MARDI MATIN, 12 FEVRIER.

Appel à la Législature.

L'avènement d'un nouveau régime en Louisiane avait créé de grandes illusions. Le peuple de cet Etat, traité avec si peu de ménagements par les gouvernements radicaux, était revenu à l'espérance et il ne demandait pas mieux que d'avoir confiance dans ceux qui étaient chargés de ses destinées. Les résultats s'connaissent assez bien, on comptait sur une reprise d'affaires et l'on se disait que la prochaine Législature ne pouvait manquer de voter promptement les réformes demandées depuis tant d'années et d'alléger les charges des contribuables.

L'hiver est venu et les espérances ne se sont pas réalisées. Des grèves intempestives ont compromis la récolte des cannes à sucre dont le rendement sera de vingt cinq pour cent inférieur aux évaluations. La reprise d'affaires sur laquelle tout le monde comptait, s'est trouvée indéfiniment ajournée.

Digne de ce côté, la population renonçant à une amélioration dans le présent, était encore plus en droit de compter que ses mandataires, une fois réunis, allaient faire tout leur possible pour assurer au moins l'avenir.

Que fallait-il pour donner satisfaction à ce peuple si éprouvé et dont l'énergie est cependant loin d'être abattue ? Que la législature témoignât dès les premiers jours de sa réunion, par quelques mesures décisives, de son désir de bien faire. Un programme formulé en quelques lignes, eût suffi pour relever les esprits, ranimer la confiance, encourager les efforts locaux et attirer les capitaux et les bras.

Or, plus de la moitié de la session est déjà écoulée et on en sommes-nous ? Plus de 500 bills, dont 490 manquaient, sinon d'utilité, au moins d'urgence, ont occupé le temps des chambres, et nous ne savons s'il est possible de citer, parmi les bills définitivement passés, une seule grande mesure d'utilité publique. Bien plus, parmi les bills présentés il en est qui rappellent par leur caractère les plus déplorables errements du régime radical. L'état est menacé—sérieusement menacé —l'une nouvelle dette de DEUX MILLIONS de dollars qui accroîtraient les charges publiques.

De tous côtés, nous n'entendons que des murmures et des plaintes et le découragement a déjà repris la place de la disposition à la confiance.

N'est ce pas là une situation bien digne de donner sérieusement à réfléchir à nos législateurs ? Sont-ils disposés à se retirer sans avoir rien fait de bon et en ayant attiré sur leurs têtes les malédictions d'une population qui était toute prête à les acclamer.

Le Sénat a voté, avec une unanimité dont la raison est encore inexpliquée, les amendements constitutionnels proposés, amendements dont nous avons démontré l'insuffisance.

Il se peut que les considérations encore ignorées qui ont amené ce vote unanime des sénateurs, aient également une influence désastre sur la majorité de la Chambre et que les amendements soient ainsi adoptés par une majorité des deux tiers.

Si, en dehors de ces amendements, la législature adopte, d'ici à la fin de la session, de sérieuses mesures de réforme qui donnent quelque satisfaction à l'opinion, le peuple prendra sans doute patience et se contentera provisoirement de ce replâtrage constitutionnel.

Mais si, au contraire, l'assemblée générale continue à désappointer ses constituants, si au lieu de diminuer les fardeaux publics, elle les augmente en jetant deux millions de Bons d'Etat au patura à une entreprise qui n'est pas née viable, ainsi que risque fort de soulever dans tout l'Etat un *tolle* général d'indignation qui aboutirait à ceci : Les prochaines élections à la législature seront faites avec le mandat impératif d'appeler une convention d'Etat et nous verrons le parti démocrate-conservateur se diviser en deux grandes fractions et fournir ainsi au parti radical l'occasion de regagner la majorité et avant peu le pouvoir.

Nous ne voulons pas, pour ce qui nous concerne, faire encore le procès à la Législature ; nous ne la jugerons que par les résultats définitifs de la session ; mais si ces résultats ne sont pas satisfaisants à quelque degré, nous nous joindrons à la croisade qui ne manquera pas d'être entreprise en faveur d'une convention constitutionnelle, car s'il est démontré que nous n'avons rien gagné au change, nous n'aurons rien à risquer dans une tentative pour nous débarrasser de l'ancienne constitution et de l'abus qu'elle permet de faire du crédit et des ressources de l'Etat.

Il ne reste plus que DIX-SEPT JOURS effectifs pour arriver à la fin de la session. Si nos honorables veulent faire quelque chose dans l'intérêt du peuple de la Louisiane qui les a élus, ils n'ont pas de temps à perdre, car tout est encore à faire, malheureusement, tout pour l'Etat et chacun pour la ville. Si le contraire a perdre le temps de leurs séances pour les 600 bills d'intérêt spécial, local ou personnel qui encombrent les rôles, ils verront sonner l'heure de l'ajournement sans avoir passé les lois de réforme les plus indispensables.

Nous les adjurons de songer à la responsabilité qui pèse sur eux. Qu'ils ne se dispersent pas sans avoir éclairci la situation, et allégé un peu les charges publiques, sans avoir fait quelque chose pour redonner confiance au peuple et sans avoir cimenté de nouveau l'union du parti démocrate conservateur qui, après neuf année de luttes incessantes et presque sans espoir, a réussi à triompher du radicalisme, à élire Nicholls et à placer dans les deux Chambres une majorité qui peut maintenant achever le salut de la Louisiane ou la replonger dans le chaos de nouvelles luttes civiles.

—

LE CAPITAINE BROWN.—Tous ceux qui ont pris une part active à la lutte politique soutenue de 1873 à 1877 contre l'usurpateur Kellogg à la Nouvelle Orléans connaissent le capitaine Brown qui a servi de factotum au gouverneur McEnery et à tous les comités et qui a déployé, dans cette période de cinq ans, un zèle, un dévouement de tous les instants, payant de sa personne, de son argent et exposant sa vie. Comment se fait-il que le capitaine Brown n'ait pas reçu la plus petite récompense de ses services et n'ait pas eu la moindre part à la distribution des faveurs publiques ?

Nous apprenons que le capitaine Brown a une réclamation pendante devant la législature pour les services qu'il a rendus de 1876 à 1878; nous ne pouvons nous prononcer sur cette réclamation, mais nous avons cru devoir rappeler les titres que ce dévoué serviteur de la cause populaire s'est acquis aux sympathies et à la reconnaissance du parti qui a aujourd'hui le pouvoir.

—

—Nous avons reçu le rapport du surintendant de l'instruction publique. C'est un volume de plus de 350 pages ; nous l'examinerons et aurons l'occasion d'en parler.

—

JOURNAUX ILLUSTRÉS.—La librairie Hébert & Cie, coin Chartres et Bienville, vient de recevoir les numéros du 26 janvier 1878, de l'*Illustration* et du *Monde Illustré*.

—

MEUBLES ! MEUBLES !!—Ce n'est pas à tort que la maison de Jos. B. Hubbard, au coin des rues Remparts et Perdido, est appelée le "Palais des Meubles". On trouve, en effet, dans cette fabrique, des meubles de tous genres, de toutes formes, de tous styles et de tout prix. Ils sont tous très habilement et très solidement confectionnés Allez-y et voyez de vos yeux.

MORT DE M. CHARLES M. CONRAD.—Les journaux du soir annoncent la mort de l'honorable Charles M. Conrad, ancien secrétaire de la guerre sous la présidence de Fillmore ; il était âgé de 73 ans. Né en Virginie en 1804 il était venu presqu'enfant en Louisiane et y avait épousé plus tard Mlle M. E. A. Lewis, dont le père était le fils de la sœur du général Washington.

Membre du barreau, M. Conrad était entré de bonne heure dans la vie politique et avait occupé diverses fonctions d'Etat et fédérales. Après avoir été représentant et sénateur au Congrès, il fut appelé en 1850 aux fonctions de secrétaire de la guerre par le président Fillmore. Il appartenait au parti Whig dont il était en Louisiane un des chefs les plus estimés. Après la sécession, M. Conrad représenta son Etat au Congrès confédéré.

La carrière de cet estimable citoyen a été bien remplie et il laisse à ses deux fils un nom respecté. Depuis la paix il était rentré dans la vie privée, mais bien qu'il eût disparu de la scène politique, sa mort n'en causera pas moins des regrets chez tous ceux qui appréciaient la sincérité des opinions et l'intégrité du caractère.

—

THÉATRE DE L'OPÉRA.—Nous devons revenir sur la représentation de *Nos Bons Villageois* qui a été donnée samedi pour renouveler nos compliments aux artistes qui ont fait d'excellents types ruraux et à ceux qui, chargés des rôles sérieux, ont rendu d'une façon très dramatique les deux derniers actes, nous voulons parler de MM. Venint et Boutsloup.

Dimanche il y avait tant de monde à la représentation d'Aimée qu'il n'en restait plus assez pour l'Opéra où nous avons vu avec regret la salle à peine à moitié garnie. Le *Roman d'un jeune homme pauvre* a été joué d'une façon remarquable et les *Canotiers de la Seine* ont terminé la soirée d'une façon très amusante.

La représentation d'hier soir au bénéfice de l'Union Française avait rempli la salle jusqu'au comble. La *Grande Duchesse* a été interprétée par Aimée et les artistes de sa compagnie de façon à exciter de fréquentes applaudissements. L'intermède musical entre le second et le troisième acte n'a pas eu moins de succès. Il comprenait deux chansons "Bise's just a sweet bouquet" et la "Paloma," dites par Aimée avec le cachet qu'elle sait mettre à tout ce qu'elle chante, de l'air du "Pré aux Clercs," que Mlle Berthe Mario a chanté de sa voix sympathique et dans un excellent style et d'une chanson comique "Qu'me chatouille," dite par Mlle Dupare d'une façon très piquante.

Il n'y aura pas de spectacle CE SOIR à l'Opéra, mais le reste de la semaine va être employé d'une façon très attrayante par une combinaison des deux troupes (la troupe lyrique comédie et d'opérette. A chaque représentation il y en aura pour tous les goûts : une opérette entière par la troupe d'Aimée et une comédie par la troupe dramatique.

La combinaison prendra effet à partir de mercredi.

Mercredi en matinée on jouera *Le Périchole* et le *Duc Job*.

Les prix resteront les mêmes, mais on pourra retenir des places aux matinées moyennant 25 cents.

Mercredi soir, on donnera *La jolie parfumeuse* et *Mlle de la Seiglière*.

La troupe d'Aimée partant dimanche, le public fera bien de mettre à profit les représentations de la semaine.

—

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—Le spectacle donné par la compagnie d'Aimée, dimanche, aux Variétés, avait attiré une telle foule qu'il a fallu refuser l'entrée à un grand nombre de personnes, tant la salle et les couloirs étaient pleins. Qu'on dise donc que l'opérette a fait son temps et qu'on n'en veut plus. Il est vrai qu'on en donnait deux et à prix réduits, *La Vie Parisienne* et *La Fille de Mme Angot*. Nous ne savons à quelle heure le spectacle a fini.

Ce soir le grand tragédien Lawrence Barrett reprend le cours de ses représentations : il jouera *Jules César* et demain *The Duke's motto* ou en français *Le Bosru*.

—

INCENDIE A SHREVEPORT.—Une dépêche annonce qu'il y a eu dimanche, à Shreveport, un incendie qui a détruit cinq magasins au-dessous de la pharmacie Morcia.

—

PERTE DU BATEAU A VAPEUR LA BELLE.—Le bateau à vapeur La Belle, venant de Shreveport à la Nouvelle-Orléans, a coulé dimanche soir dans les rapides à 20 milles au-dessus d'Alexandrie. On pense que personne n'a péri, mais le bateau et la cargaison sont perdus totalement. L'équipage de La Belle s'est embarqué sur le Kate Kinney.

Louisiane.

Nous lisons dans le *Pionnier de l'Assomption* :

Nous avons à déplorer la perte d'un autre bon et brave vieux créole de notre paroisse: M. Rosémond Dugas est décédé à l'âge de 77 ans. Depuis la mort de Mme Kempton Dugas, sa belle-fille, à laquelle il était si attaché, la santé de M. Rosémond Dugas, jusqu'alors très robuste déclinait rapidement et il est mort après quelques jours de maladie seulement ;—mort de chagrin, ce brave et digne homme.

En quelques jours notre excellent ami Kempton a perdu son épouse et son père. Ce double malheur a été vivement ressenti par ses nombreux parents et amis.

Nos confrères des paroisses constatent généralement que le temps froid et sec a été favorable aux travaux agricoles.

Le *Baton Rouge Advocate* qui, par parenthèse, a considérablement agrandi son format, a consacré deux articles à discuter nos objections au transfert de la capitale à Baton Rouge.

Malheureusement le premier de ces articles ne nous est pas parvenu et nous ne trouvons pas dans le second des raisons suffisantes pour ébranler notre conviction.

Un communiqué à l'*Advocate* avoue qu'il faudrait $100,000 pour réparer le Capitole, en ajoutant le mobilier, les frais de transfert et les dépenses imprévues on arriverait bien vite à $300,000.

Les journaux de Baton Rouge sont les seuls à appuyer le projet. Nous lisons à ce sujet dans le *Courrier*, de Houma:

Nous ne comprenons vraiment pas quel mobile d'intérêt a pu faire proposer le transfert de la capitale de l'Etat à Baton-Rouge. Il nous semble que nos législateurs, sans même se donner la peine de chercher beaucoup, pourraient, parmi les nombreuses offres que la paye réclame, trouver à s'accorder de choses beaucoup plus sérieuses, plus pratiques, et surtout beaucoup plus utiles.

Il y a quelque tour de bâton là-dessous, ouvrons l'œil !

—

—167—

Le moyen d'arriver à la santé.—L'acquisition de l'énergie vitale est le moyen d'arriver à la santé. Quand le système manque de vitalité, les divers organes lésés n'remplir leurs fonctions deviennent d'une irrégularité chronique et on tombe dans la maladie. Pour prévenir ces malheureux état de choses, il faut refaire le système affaibli avec un tonique incomparable les "Hostetter's Stomach Bitters" qui donnent de la vigueur aux organes digestifs et assurent la conversion entière des aliments en sang d'une qualité nourrissante on chaque mot, muscle et fibre puisant une provision de vigueur, ce qui profite à tout le système. Depuis revient, le système est rafraîchi par un ton nommel, les nerfs